

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 03/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JP ENERGIE ENVIRONNEMENT - PARC EOLIEN VOIE BLERIOT OUEST

xxxxx
75009 Paris

Références : IC240630
Code AIOT : 0010011796

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2024 dans l'établissement JP ENERGIE ENVIRONNEMENT - PARC EOLIEN VOIE BLERIOT OUEST implanté Lieu-dit des 17 mines - Chemin rural 28 28310 Poinville. L'inspection a été annoncée le 23/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite mise en service industrielle du parc éolien renouvelé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JP ENERGIE ENVIRONNEMENT - PARC EOLIEN VOIE BLERIOT OUEST
- Lieu-dit des 17 mines - Chemin rural 28 28310 Poinville
- Code AIOT : 0010011796
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien constitué de 5 éoliennes (hauteur en bout de pale 125 m, diamètre rotor 100 m, puissance nominale 2,2 MW) ayant fait l'objet d'un repowering suite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2020. La mise en service industrielle est intervenue le 1er février 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Exploitation - Prévention du risque pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	60 jours
4	Prévention des risques - Incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
7	Dispositions constructives – Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
16	Mesures spécifiques liées au bruit	Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
20	Démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation - Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Exploitation - Propreté de l'aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
5	Dispositions constructives – Norme NF EN 61400-1 ou IEC 61400-1	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
6	Dispositions constructives – Article R125-17 code construction	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
8	Dispositions constructives –	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Installations électriques		
9	Exploitation - Essais du bon fonctionnement de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
10	Exploitation - Contrôle des brides et des fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I et IV	Sans objet
11	Exploitation - Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III et IV	Sans objet
12	Exploitation - Manuel d'entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
13	Prévention des risques - Alerte dysfonctionnement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
14	Préservation de l'avifaune et des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 6.2	Sans objet
15	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux	Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 6.2	Sans objet
17	Implantation des installations concernées	Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 2	Sans objet
18	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
19	Démantèlement, construction et mise en service industrielle du parc	Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de l'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation - Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux aérogénérateurs
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite de l'éolienne VBO2 (échantillonnage), l'inspection des installations classées constate que l'éolienne est maintenue fermée à clé. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation - Prévention du risque pour les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux d'affichage
Prescription contrôlée : [...] « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite de l'éolienne VBO2 (échantillonnage), l'inspection des installations classées

constate que le panneau comportant les prescriptions à observer par les tiers est implanté au pied du mât de l'éolienne.
Constat : Le panneau d'affichage est positionné trop proche du mât de l'éolienne, il est à déplacer à l'entrée du chemin d'accès propre à l'aérogénérateur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé (déplacer le panneau d'affichage à l'entrée du chemin d'accès propre à l'aérogénérateur).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Exploitation - Propreté de l'aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté de l'aérogénérateur
Prescription contrôlée :
L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats :
Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite de l'éolienne VBO2 (échantillonnage), l'inspection des installations classées constate que l'intérieur de l'éolienne est maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé dans l'éolienne. Les pictogrammes de sécurité sont présents dans l'éolienne.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques - Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée :
« Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »

<p>Constats :</p> <p>Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite de l'éolienne VBO2 (échantillonnage), l'inspection des installations classées constate qu'au pied de l'éolienne un extincteur est présent. Sa dernière vérification date de juin 2023.</p> <p>Constat : L'extincteur situé en pied de machine de l'éolienne VBO2 n'a pas été contrôlé depuis plus d'un an.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé (derniers rapports de vérification des extincteurs pour l'ensemble des éoliennes du parc).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 5 : Dispositions constructives – Norme NF EN 61400-1 ou IEC 61400-1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ». [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le respect de la norme NF EN 61400-1 ou IEC 61400-1.</p> <p>Le 16 septembre 2024, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées le type certificat des éoliennes, justifiant le respect de la norme EN 61400-1.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions constructives – Article R125-17 code construction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : [...] En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ».
Constats : En inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation. Par courriel du 16 septembre 2024, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées les justificatifs de la réalisation de ce contrôle par la société Bureau Veritas (Comptes-Rendus de Contrôle Technique réalisés entre mai 2023 et juin 2023). Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions constructives – Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme « NF EN » IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. « Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique. »
Constats : En inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les aérogénérateurs respectent la norme « NF EN » IEC 61 400-24. Il précise que des mesures ont été réalisées par la société FONDEOL avant la mise en service

industrielle pour valider la mise à la terre des aérogénérateurs. La société FONDEOL n'est pas un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constat : l'exploitant n'a pas justifier que les aérogénérateurs respectent la norme NF EN » IEC 61 400-24. Les mesures de mise à la terre des aérogénérateurs n'ont pas été réalisées par un organisme compétent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé (document justifiant le respect de la norme « NF EN » IEC 61 400-24 et rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Dispositions constructives – Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique ». Pour satisfaire au 1er alinéa : - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. « Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport de vérification réalisé par la société Bureau Veritas le 22/09/2023 et justifiant le respect des normes NF C 13-100, NF C 13-200 et NF C 15-100. Ce rapport atteste de la conformité des installations électriques avant la mise en service du parc

(01/02/2024).
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation - Essais du bon fonctionnement de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de l'état fonctionnel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. [...] Constats : Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport de mise en service du 13/05/2024 (échantillonnage éolienne VBO2) réalisé par Vestas. Celui-ci fait état du test des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse . Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation - Contrôle des brides et des fixations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I et IV
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides et des fixations
Prescription contrôlée : I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. [...] IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Constats : Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport de maintenance du 23/02/2024 réalisé par

<p>Coverwind Solutions et faisant apparaître les vérifications du serrage (échantillonnage VBO2). L'exploitant présente également le registre de maintenance.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Exploitation - Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III et IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>« L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>« Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>« IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport du 13/05/2024 reprenant les contrôles des équipements de sécurité (échantillon VBO2).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Exploitation - Manuel d'entretien de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien de l'installation et registre de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>« L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les</p>

opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. »
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente le ICPE Service Inspection Form, qui reprend l'ensemble des opérations de maintenance à réaliser sur les aérogénérateurs et les échéances de réalisation de celles-ci. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prévention des risques - Alerte dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte en cas de détection d'un fonctionnement anormal
Prescription contrôlée : « En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : « - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; « - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. »
Constats : Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite, l'exploitant informe que JPEE supervise la surveillance du parc de 8h à 18h. Hors de ces horaires, la société WPO supervise la surveillance. En cas de dysfonctionnement, la première levée de doutes se fait grâce aux capteurs présents sur les éoliennes. Les procédures d'urgence en cas de fonctionnement anormal sont définies et appliquées. La société possède la liste des numéros de téléphone des agriculteurs à qui appartiennent les parcelles sur lesquelles sont implantées les éoliennes. Un intervenant sur place se déplace afin de réaliser toute vérification visuelle nécessaire. Les numéros de téléphone de la DREAL sont notées sur la fiche procédure. L'inspection est prévenue dans la journée en cas de dysfonctionnement notable. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Préservation de l'avifaune et des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 6.2
--

Thème(s) : Risques accidentels, Bridage chiroptères
Prescription contrôlée : [...] Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes : du 1er août au 31 octobre, pour des vents inférieurs à 6 m/s à hauteur de nacelle, des températures supérieures à 10 °C et sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil). [...]
Constats : Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite, l'exploitant présente des captures d'écran du système de gestion SCADA précisant la mise en place du bridage du 1 ^{er} août au 31 octobre sur le parc en question, du coucher au lever du soleil, pour des vents inférieurs à 6 m/s et des températures supérieures à 10°C. Les données de puissances éoliennes sont enregistrées toutes les 10 min. La capture d'écran du SCADA, datant du 1 ^{er} au 3 août 2024, indique les périodes où le statu « bat protection » s'est déclenché. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Au cours de la première année complète de fonctionnement, et au moins une fois tous les 10 ans, l'exploitant met en place, à ses frais, le suivi environnemental prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent permettant de discriminer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Au cours de la première année de fonctionnement, et au moins une fois tous les 10 ans, des suivis de l'activité de l'avifaune et des chiroptères sont réalisés. [...]
Constats : Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite, l'exploitant présente l'état d'avancement du suivi environnemental réalisé par ENVOL Environnement, pour la période du 26/04/2024 au 13/08/2024 inclus. Sept oiseaux ont été retrouvés morts autour des éoliennes VBO1 à VBO4 (dont 4 au niveau de VBO2). Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le rapport du suivi environnemental dès réception de ce dernier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Mesures spécifiques liées au bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures acoustiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les 3 mois suivant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus-visé.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport de suivi acoustique réalisé par GAMBA le 21/08/2024. Le suivi est réalisé selon la norme NFS 31-114. Une seule non-conformité est relevée. L'exploitant déclare que le bridage va être mis en place au niveau de la zone de dépassement.</p> <p>Constat : Un dépassement des seuils réglementaires des niveaux d'émission sonore est constaté. Au 3 octobre, l'exploitant n'a pas confirmé la mise en place du plan de bridage acoustique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé (mise en place du plan de bridage acoustique dans les 3 mois suivants les résultats de l'étude acoustique, soit avant le 21/11/24 et contrôle de l'efficacité de ce plan de bridage dans les 6 mois suivants la mise en application de ce plan)</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 mois

N° 17 : Implantation des installations concernées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les coordonnées d'implantation des aérogénérateurs et des postes de livraison sont rappelées dans l'arrêté préfectoral.</p>
Constats :

Par courriel du 16 septembre 2024, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées les relevés de géomètre réalisés le 03 octobre 2023, confirmant la bonne implantation des aérogénérateurs.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31

Thème(s) : Situation administrative, Actualisation des garanties financières

Prescription contrôlée :

« Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté. »

Constats :

Par courriel du 16 septembre 2024, l'exploitant a fait parvenir le justificatif de garanties financières actualisées en janvier 2024, et valables jusqu'au 31 mai 2025. Le montant est en cohérence avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2020.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Démantèlement, construction et mise en service industrielle du parc

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2020, article 13

Thème(s) : Situation administrative, Démantèlement, construction et mise en service industrielle du parc

Prescription contrôlée :

Préalablement à la réalisation de ces opérations, l'exploitant informe :

- la Préfète d'Eure-et-Loir ;
- l'inspection des installations classées ;
- les services d'incendie et de secours d'eure-et-Loir ;
- le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire - Direction Générale de l'Aviation Civile - Service National d'Ingénierie Aéronautique (SNIA) [...]
- le Ministère de la Défense [...]

L'exploitant devra également transmettre un mois avant le début des travaux le formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien au Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire - Direction Générale de l'Aviation Civile - Service National d'Ingénierie Aéronautique (SNIA) [...]

[...]

<p>Constats :</p> <p>Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite, l'exploitant présente le « formulaire de déclaration de démontage d'un parc éolien » à l'Aviation civile Ouest : Bretagne, Normandie, Centre-Val de Loire, Pays de la Loire, en date du 18/01/2023. Il présente le « formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien » à l'Aviation civile Ouest : Bretagne, Normandie, Centre-Val de Loire, Pays de la Loire, en date du 06/07/2023. Il présente les accusés de réception des lettres, informant de la mise en service industrielle des installations en date du 01/02/2024, reçues le 15/03/2024 par la DREAL, le SNIA, la Préfecture, le SDIS et la Sous-Direction Régionale de la Circulation. Il présente le courrier du 18/05/2022 (et la preuve d'envoi) à l'intention de la DREAL et informant du démarrage du chantier de construction du parc éolien à compter du 13/06/2022.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Démantèlement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Démantèlement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« III. Une fois les opérations de démantèlement et de remise en état achevées, l'exploitant fait attester, conformément à l'article R. 515-106 du code de l'environnement, que les opérations visées aux I et aux trois premiers alinéas du II ont été réalisées conformément aux prescriptions applicables.</p> <p>« Cette attestation est établie par une entreprise répondant aux conditions fixées par les textes d'application de l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 04/09/2024 : Lors de la visite, l'exploitant présente un « Bordereau de suivi des déchets/Matériaux inertes » ne comportant pas de date et estimant 7 198 tonnes de béton revalorisé en grave concassé 0/31,5 et cédé à la SCI Boël. Ces bétons proviennent des parcs éoliens VBO et HMEL. Ce bordereau a été établi par l'entreprise COLAS. L'exploitant présente le courriel du 04/01/2024 (à 13h50) l'informant que l'entreprise COLAS a revalorisé, en même temps que la revalorisation des aciers de structure béton armé, les 10 m des anciens câbles d'alimentation inter-éolien des parcs éoliens VBO et HMEL. L'exploitant présente le courriel du 06/08/2024 (à 15h03) l'informant « Pour le démantèlement des postes de livraisons éolien de Melleray et VBO, les gravats ont été concassés en tant que reblai pour d'autres ouvrages et la ferraille stockée dans une benne à notre dépôt et une fois notre benne complète nous avons déposé celle-ci en recyclerie (voir ci-joint la facture ferraille). » L'entreprise Tabaranger s'est occupée de ces gravats et a reçu la facture fournisseur d'achat Fer et Métaux FA05733 du 18/01/2024 par mail le 05/08/2024 (à 18h03). Par courriel du 16 septembre 2024, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le</p>

bordereau de suivi des déchets présentant la date pour chaque parc (un seul bon pour les parcs VBO et HMEL).

Il indique qu'il ne dispose pas d'ATTES-EOLIEN, et qu'étant dans le cas d'un renouvellement de parc qualifié de « non substantiel », le parc renouvelé est en continuité d'activité de l'ancien et il n'y a donc pas lieu de rédiger un document de cessation d'activité.

Cette interprétation est erronée. En effet, l'article 29 de l'arrêté du 26 août 2011 précise bien :

"I. - Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement s'appliquent également au démantèlement des aérogénérateurs qui font l'objet d'un renouvellement."

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de fournir l'ATTES EOLIEN suite au démantèlement du parc en fonctionnement avant le renouvellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé (en particulier : l'ATTES EOLIEN demandée à l'article 29 de l'arrêté du 26/08/11).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours